



SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 SEPTEMBRE 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2026/SEPT/121	OBJET : CRÉATION D'UNE COMMISSION MUNICIPALE D'EXAMEN DES AIDES COMMUNALES COMPLÉMENTAIRES DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT – RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU)
Date du conseil municipal 15/09/2026	
Date de la convocation 09/09/2026	
Date de l'affichage 09/09/2026	

L'an deux mille vingt-six, le quinze septembre à dix-neuf heures trente minutes, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Madame Clotilde LAGOUTTE, Maire, en suite des convocations adressées le neuf septembre deux mille vingt-six.

Étaient présents :

Clotilde **LAGOUTTE**, Maire

Abdelhakim **LACHHAB**, Maureen **BONNET-KHOULDI**, Michel **BILLOUT**, Pascale **DESPLATS**, Guy-Bertrand **TCHIKAYA**, Voahangy **HUÉ**, Mohamed **NOURO**, Sylvie **GALLOCHER**, Maires-adjoints.

Julien **BOUDET**, Ijou **HAMMOUTI**, Mohammed **KHERBACH**, Prescilia **HENRY**, Lucie **BOURELY**, Romaine **BOKASSA-KIBOZI**, Adama **OUATTARA**, Catherine **MOLINA**, José **MORILLA**, Gérard **ESNAULT**, Pascal **BOURGET**, Nolwenn **LE BOUTER**, Jules **NOUGA NOUGA**, Isabelle **WALCZYNSKI**, Stéphane **MOLINES**, Angélique **RAPPAILLES**, Cyril **AKPAMA**, Conseillers municipaux.

Étaient représentés :

Dramane **TRAORE** pouvoir à Ijou **HAMMOUTI**

Frédérique **HOUREUX** pouvoir à Maureen **BONNET-KHOULDI**

Catherine **LORMANN-D'HOKER** pouvoir à Nolwenn **LE BOUTER**

Pascale **DESPLATS** a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260924-DEL-2026-121-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

DÉLIBÉRATION

OBJET : CRÉATION D'UNE COMMISSION MUNICIPALE D'EXAMEN DES AIDES COMMUNALES COMPLÉMENTAIRES DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT – RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU)

Le Conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-22 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article L. 303-1 relatif aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat ;

VU le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat ;

VU la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002 ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 7 février 2024, autorisant la signature de la convention OPAH-RU ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité relative aux règlements d'attribution des aides de l'OPAH-RU, en date du 17 décembre 2025 ;

VU le Plan Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI), adopté par le Département de Seine-et-Marne le 9 décembre 2019 ;

VU le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par le Département de la Seine-et-Marne le 13 juillet 2021 ;

VU l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du 2 mai 2024 ;

VU l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Seine-et-Marne, en date du 24 juin 2024 ;

VU la convention d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT), prise en application de l'article L. 303-2 du Code de la construction et de l'habitation, adoptée par la Ville de Nangis le 26 juin 2023 ;

VU la mise à disposition du public du projet de convention d'OPAH-RU du 5 juin 2024 au 5 juillet 2024 à la mairie de Nangis et sur le site internet de la Ville, en application de l'article L. 303-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDÉRANT que l'OPAH-RU constitue un dispositif partenarial destiné notamment à améliorer le parc immobilier bâti, à favoriser la rénovation des logements et à contribuer à la revitalisation du centre-ville ;

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de l'OPAH-RU, la Ville de Nangis apporte des aides financières communales complémentaires aux aides mobilisables auprès de l'Agence

Accusé de réception en préfecture
Nangis 2026-09-24
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

nationale de l'habitat et des autres partenaires, conformément aux règlements d'attribution adoptés par la collectivité ;

CONSIDÉRANT que les aides communales attribuées par la Ville sont distinctes des aides attribuées par l'Anah et qu'il convient de mettre en place une procédure permettant d'assurer un examen transparent et équitable des demandes d'aides communales ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, à cette fin, de créer une commission municipale chargée d'examiner les demandes d'aides communales déposées dans le cadre de l'OPAH-RU et de formuler un avis sur ces demandes ;

CONSIDÉRANT que la composition de la commission doit respecter le principe de représentation proportionnelle permettant l'expression pluraliste des élus au sein du Conseil municipal ;

Après en avoir délibéré,

À MAJORITÉ (par 22 voix POUR)

7 CONTRE (Nolwenn **LE BOUTER**, Catherine **LORMANN-D'HOKER**, Jules **NOUGA NOUGA**, Isabelle **WALCZYNSKI**, Stéphane **MOLINES**, Angélique **RAPPAILLES**, Cyril **AKPAMA**)

ARTICLE 1 : Approuve la création d'une Commission d'examen des aides communales complémentaires dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain (OPAH-RU).

ARTICLE 2 : Dit que la Commission est chargée :

- D'examiner les demandes d'aides communales déposées dans le cadre de l'OPAH-RU ;
- De prendre connaissance des éléments d'instruction des dossiers ;
- D'examiner la conformité des demandes au regard des règlements d'attribution des aides de l'OPAH-RU adoptés par la collectivité ;
- D'émettre un avis sur l'éligibilité des demandes aux aides communales ;
- D'émettre un avis sur le montant des aides communales susceptibles d'être attribuées ;
- De contribuer au suivi de la consommation des enveloppes financières dédiées aux aides communales de l'OPAH-RU.

ARTICLE 3 : Dit que la Commission constitue une instance consultative et ainsi, les avis rendus par la Commission ne se substituent pas à la décision d'attribution des aides communales prise par l'autorité compétente, dans le respect des règlements d'attribution et des crédits inscrits au budget communal.

ARTICLE 4 : Dit que conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, la Maire est présidente de droit de chacune des commissions.

ARTICLE 5 : Décide que la Commission se réunit en tant que de besoin, sur convocation du Maire, en fonction du rythme de dépôt et d'instruction des demandes d'aides communales.

ARTICLE 6 : Dit que les dossiers examinés par la Commission sont préalablement instruits par les services compétents, avec l'appui de l'opérateur chargé du suivi de l'OPAH-RU, lorsque cela est nécessaire.

Accusé de réception en préfecture
077-217703271-20260924-DEL-2026-121-DE
Nolwenn LE BOUTER, Catherine LORMANN-D'HOKER, Jules NOUGA NOUGA, Isabelle WALCZYNSKI, Stéphane MOLINES, Angélique RAPPAILLES, Cyril AKPAMA
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Tout membre de la Commission directement ou indirectement intéressé à un dossier examiné s'abstient de participer aux débats et à l'avis relatif à ce dossier.

Les avis rendus par la Commission sont consignés dans un compte rendu permettant d'assurer la traçabilité de l'examen des demandes.

ARTICLE 7 : Précise que les aides communales examinées par la Commission sont des aides propres à la Ville de Nangis, complémentaires des aides susceptibles d'être accordées par l'Agence nationale de l'habitat.

Après examen des dossiers par la Commission, l'autorité compétente prend la décision d'attribution des aides communales conformément :

- Aux règlements d'attribution des aides de l'OPAH-RU ;
- Aux crédits inscrits au budget communal ;
- Aux règles de compétence applicables.

ARTICLE 8 : Fixe à 5 le nombre de sièges à pourvoir au sein de la Commission, dans le respect du principe de représentation proportionnelle permettant l'expression pluraliste des élus au sein du Conseil municipal.

ARTICLE 9 : Dit que les crédits nécessaires au financement des aides communales prévues dans le cadre de l'OPAH-RU sont inscrits au budget communal, dans la limite des enveloppes votées par le Conseil municipal.

ARTICLE 10 : Rappelle que Madame la Maire est présidente de droit de cette commission municipale.

ARTICLE 11 : Autorise Madame la Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La Maire

Clotilde LAGOUTTE



Le secrétaire de séance

Pascale DESPLATS

Certifié exécutoire compte-tenu de
la télétransmission en Sous-Préfecture
le
Et de la transmission ou notification et de la
publication le

La Maire,

Clotilde LAGOUTTE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois, à compter de sa publication. Le présent acte peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
Nangis (77) - 20230924-DEL-2023-1216-DE
Date de télétransmission : 24/09/2023
Date de réception en préfecture : 24/09/2023